

**ASSOCIATION ADIL
DE LA LOIRE ATLANTIQUE
12, RUE EDOUARD HERRIOT
44000 NANTES
SIREN : 322 008 426**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

*Philippe PUJO Commissaire aux comptes
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu*

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADIL de Loire Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, l'ADIL 44 comptabilise les indemnités de fin de carrière de ses salariés conformément à la recommandation CNC 2003-R-01. Il n'a pas été constaté de changement du taux d'actualisation de la provision à 2%, dans une période d'instabilité des taux d'intérêt afin de maintenir le montant des engagements à un niveau satisfaisant.

Philippe PUJO Commissaire aux comptes
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Montfort, le 03 juin 2024



Philippe PUJO
Commissaire aux comptes inscrit
sur la liste de la Compagnie Régionale Ouest
Atlantique,
associé Account Révision

Philippe PUJO Commissaire aux comptes
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu

4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'organe appelé à statuer sur les comptes

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association appelé à statuer sur les comptes sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre association auprès des associations contrôlant votre association ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Philippe PUJO Commissaire aux comptes
Inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale de Rennes
Launay Quéro 35162 Montfort sur Meu

BILAN ACTIF

			Exercice N, clos le :		31/12/2023	31/12/2022
			Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	15 295	10 721	4 573	4 573
		Frais de recherche et de développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	227 889	196 620	31 269	16 624
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
		Immobilisations corporelles en-cours				
		Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		1 000		1 000	1 000
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres immobilisations financières					
Total (I)			244 562	207 341	37 221	23 308
ACTIF CIRCULANT	Stocks en cours					
	CRÉANCES	Créances clients, usagers et comptes rattachés	17 081		17 081	17 984
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres créances	351 284		351 284	424 414
	DIVERS	V.M.P				191
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		714 684		714 684	587 163	
COMPTES DE RÉGULARISATION	Charges constatées d'avance		15 182		15 182	13 971
	Total (II)		1 098 231		1 098 231	1 043 723
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)					
	Primes de remboursement des emprunts (IV)					
	Ecart de conversion actif (V)					
	TOTAL GENERAL (I à V)		1 342 793	207 341	1 135 452	1 067 030

BILAN PASSIF

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	485 121	445 547
	Autres		
	Report à nouveau		
FONDS REPORTES ET DEDIES	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	83 338	39 574
	Situation nette (sous total)	568 459	485 121
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissements		
	Provisions réglementées		
	Total (I)	568 459	485 121
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total (II)		
PROVISIONS	Provisions pour risques	158 479	154 705
	Provisions pour charges		
	Total (III)	158 479	154 705
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	75 029	80 121
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	261 318	262 176
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		84 908
	Instruments de trésorerie		
Comptes réél.	Produits constatés d'avance	72 167	
	Total (IV)	408 515	427 204
	Ecart de conversion passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I à V)	1 135 452	1 067 030

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2023	31/12/2022
	Nombre de mois de la période	12	12
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Ventes de biens (dont ventes de dons en nature)		
	Ventes de prestations de service (dont parrainages)		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
CHARGES D'EXPLOITATION	Contributions financières		
	Autres		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	90 749	112 445
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 829 188	1 783 562
	Total des produits d'exploitation (I)	1 919 938	1 896 007
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	441 448	444 522
	Aides financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Impôts, taxes et versements assimilés	63 716	72 415
	Salaires et traitements	957 962	938 336
	Charges sociales	366 767	357 955
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	12 716	16 921
	Dotations aux provisions	3 773	30 000
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5	1
	Total des charges d'exploitation (II)	1 846 388	1 860 150
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		73 549	35 857
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	10 175	1 627
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	Total des produits financiers (III)	10 175	1 627
	Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières (IV)		
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)		10 175	1 627
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)		83 724	37 484

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	84	497
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 400	1 700
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (V)	1 484	2 197
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles (VI)	35	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		1 449	2 197
(VII)	Participation des salariés aux résultats		
(VIII)	Impôts sur les bénéfices	1 835	108
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		1 931 596	1 899 832
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)		1 848 258	1 860 258
5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)		83 338	39 574

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits	Bénévolats		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	Total		
Charges	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		
	Prestations en nature		
	Total		

Annexe

Principes, règles et méthodes comptables

Généralités sur les règles comptables

Présentation de l'association :

L'ADIL de Loire Atlantique est une association loi 1901 créée en 1981. L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) de la Loire-Atlantique a pour objet d'apporter au public un conseil juridique, financier et fiscal sur toutes les questions relatives à l'habitat.

L'ADIL assure ses missions sous l'égide de l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement (ANIL) et évolue dans le cadre du réseau professionnel ANIL/ADIL.

Ses missions et son fonctionnement sont prévus à [l'article L366-1 du Code de la construction et de l'habitation](#). Elle est conventionnée par le Ministère chargé du logement.

Dans le cadre d'une mission spécifique, l'ADIL de la Loire-Atlantique a mis en place, en lien avec les bailleurs sociaux du département, l'Espace Habitat Social. A travers une plateforme d'accueil physique et téléphonique, ce service répond à toutes les questions liées à la demande locative sociale. A ce titre, il assure le traitement administratif des demandes de logements sociaux en Loire-Atlantique.

Depuis 2013, le service social gère également le dispositif Mutations inter-bailleurs. Il a pour objectif d'accompagner les locataires en attente de mutation relevant de critères prioritairement établis.

L'association est financée par les bailleurs sociaux, les collectivités locales de Loire Atlantique, et le budget du réseau ANIL.

Règles et méthodes comptables :

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Immobilisations

Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions Réévaluations	Cessions Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires	18 695		3 400	15 295
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	18 695		3 400	15 295
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	221 316	27 361	20 788	227 889
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Total	221 316	27 361	20 788	227 889
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations et créances rattachées	1 000			1 000
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres immobilisations financières	1 111		732	379
- Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés				
Total	2 111		732	1 379
Total général	242 122	27 361	24 920	244 563

Mouvements des amortissements

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires	14 121		3 400	10 721
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	14 121		3 400	10 721
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions	2 854	2 178	1 083	3 949
- Installations techniques, matériel outillage industriels	201 839	10 538	19 706	192 671
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Total	204 693	12 716	20 789	196 620
Total général	218 814	12 716	24 189	207 341

Mouvements des immobilisations incorporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 18 695	+ 14 121	+ 4 573
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+		+
Dotations de l'exercice		+	-
Cessions ou mises hors service	- 3 400	- 3 400	-
Valeur en fin d'exercice	= 15 295	= 10 721	= 4 573

Mouvements des immobilisations corporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 221 316	+ 204 692	+ 16 624
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+ 27 361		+ 27 361
Dotations de l'exercice		+ 12 716	- 12 716
Cessions ou mises hors service	- 20 788	- 20 789	- 1
Valeur en fin d'exercice	= 227 889	= 196 619	= 31 270

Provisions pour risques et charges

ENGAGEMENTS INDEMNITES FIN DE CARRIERE

L'association évalue ses engagements d'indemnité de fin de carrière selon la méthode préférentielle des unités de crédit projetées.

Les engagements sont déterminés sur la base d'évaluation actuarielles prenant en compte les règles de la convention collective, ainsi que les hypothèses de rotation du personnel, de mortalité, et des projection de salaires.

Le taux d'actualisation a été retenu sur une base de 2%.

Le cumul des engagements de fin de carrière calculés à la date de clôture s'élève à 68.479 €.

Autres informations

Echéance des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes Ets de crédits				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	75 029	75 029		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	261 318	261 318		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	72 167	72 167		
Total	408 514	408 514		

Immobilisations

Désignation	31/12/2023	31/12/2022
CONCESSIONS, BREVETS ET DROITS SIMILAIRES		
LOGICIEL	10 721	10 721
LOGICIEL EHS		1 000
LOGICIEL CAT		2 400
AUTRES IMMO. INCORPORELLES	4 573	4 573
AMORT. LOGICIEL	-10 721	-10 721
AMORT. LOGICIEL EHS		-1 000
AMORT. LOGICIEL CAT		-2 400
Total	4 573	4 573
INST. TECHNIQUE MAT. OUTILLAGE		
INSTALLATIONS GENERALES	28 031	28 031
AGENCEMENT CAT	5 400	5 400
AGENCEMENT MDH	27 456	6 187
MATÉRIEL DE TRANSPORT	32 633	46 900
MATERIEL DE BUREAU	3 945	3 945
MATERIEL INFORMATIQUE	15 260	16 729
MATERIEL INFORMATIQUE MDH	56 642	54 013
MAT. BUR. ET INF. STE CATH	8 054	8 054
MAT.BUR.ETINF. PR	2 937	2 937
MAT BUREAU ET INFO CAT	12 589	14 179
MOBILIER	14 443	14 443
MOBILIER STE CATHERINE	531	531
MOBILIER CAT	8 300	8 300
MOBILIER MDH	11 666	11 666
AMORT. AGENCEMENT MDH	-3 949	-2 854
AMORT. AGENCEMENTS	-32 845	-31 765
AMORT. AGENCEMENTS STE CATH		-56
AMORT. MATERIELS DE TRANSPORT	-32 633	-46 900
AMORT. MAT. BUREAU	-3 945	-3 945
AMORT. MAT.INFORMATIQUE	-13 607	-14 064
AMORT. MATÉRIEL INFO MDH	-51 535	-45 625
AMORT. MAT. BUR. ET INF. STE CATH	-7 638	-7 426
AMORT.MAT.BUR.ET INF. PR	-2 937	-2 937
AMORT. MAT. BUR. ET INF. CAT	-12 589	-14 179
AMORT. MOBILIER	-14 443	-14 443
AMORT. MOB. STE CATHERINE	-531	-531
AMORT.MOB.CAT	-8 300	-8 300
AMORT. MOBILIER MDH	-11 666	-11 666
Total	31 269	16 624
PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES		
PARTS ATLANTIQUE ACCESS SOLIDAIRES	1 000	1 000
Total	1 000	1 000

Désignation	31/12/2023	31/12/2022
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
DEPOTS ET CAUTIONS	379	1 111
Total	379	1 111
Total Immobilisations	37 221	23 308

Créances

Désignation	31/12/2023	31/12/2022
CRÉANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHÉS		
CLIENTS	17 081	17 704
CLIENTS FACTURE A ÉTABLIR		279
Total	17 081	17 984
AUTRES CRÉANCES		
AV. ET ACOMPTES VERSÉS S/COMMANDE		84
AVANCE TR	1 484	1 484
PERSONNEL NDF		67
CHEQUES DE JEUNER		74
ETAT TAXE SUR LES SALAIRES	8 018	
DEBITEURS DIVERS	170	
AUT.PRODA RECEVOIR	1 109	2 889
SUB.A RECEVOIR	318 931	409 630
TRANSITION PEX PARC SOCIAL	21 572	10 187
Total	351 284	424 414
Total Créances	368 365	442 398

Divers

Désignation	31/12/2023	31/12/2022
VMP		
VAL. MOB. DE PLACEMENTS		191
Total		191
DISPONIBILITÉS		
CAISSE D'ÉPARGNE	4 558	4 429
CREDIT MUTUEL CENTRE D'AFFAIRES	10 742	18 392
CREDIT MUTUEL LIVRET BLEU	84 585	82 189
CREDIT MUTUEL LIVRET PARTENAIRE	464 800	482 153
CAT 150 KE	150 000	
Total	714 684	587 163
Total Divers	714 684	587 354

Comptes de régularisation actif

Désignation	31/12/2023	31/12/2022
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		
CHARG.CONST.D'AVANCE	15 182	13 971
Total	15 182	13 971
Total Comptes de régularisation actif	15 182	13 971

Fonds propres et réserves

Désignation	31/12/2023	31/12/2022
RÉSERVES POUR PROJET DE L'ENTITÉ		
RESERVES POLE SOCIAL	133 165	110 008
RESERVES POLE JURIDIQUE	351 956	335 539
Total	485 121	445 547
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		
Résultat de l'exercice	83 338	39 574
Total	83 338	39 574
Total Fonds propres et réserves	568 459	485 121

Provisions pour risques et charges

Désignation	31/12/2023	31/12/2022
PROVISIONS POUR RISQUES		
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	90 000	90 000
PROV. DÉPART EN RETRAITE	68 479	64 705
Total	158 479	154 705
Total Provisions pour risques et charges	158 479	154 705

Dettes

Désignation	31/12/2023	31/12/2022
DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS		
FOURNISSEURS	61 125	65 945
FOURNIS. FACTURES NON PARVENUES	13 904	14 176
Total	75 029	80 121
DETTE FISCALES ET SOCIALES		
PROVISION POUR CONGES A PAYER	70 331	60 582
PROVISION PRIMES	50 276	40 465
PERSONNEL NDF		58
URSSAF	67 538	74 489
RETRAITE ET PREVOYANCE	24 703	28 378
CHEQUES DEJEUNER	259	
MUTUELLE	5 684	5 110
A reporter	218 791	209 082

Désignation	31/12/2023	31/12/2022
<i>Report</i>	218 791	209 082
ETAT TAXE SUR LES SALAIRES		12 078
CHARGES SOCIALES/ CONGES A PAYER	34 309	28 344
AUTRES CHARGES A PAYER	887	6 408
PRELEVEMENT A LA SOURCE	5 496	6 155
ETAT / IMPOT SUR SOCIETES	1 835	108
Total	261 318	262 176
AUTRES DETTES		
CLIENT CRÉDITEUR		84 908
Total		84 908
Total Dettes	336 347	427 204